

II- SOCIO/STRATÉGIE

(6) LE LIBÉRALISME

1ERE PARTIE : DE QUOI PARLE-T-ON ?

Le projet de la Lettre de Thema est de favoriser la réflexion des lecteurs. Nous avons estimé qu'il convenait de ne pas plonger dans l'actualité, qui a un trop fort retentissement sur nos émotions et nos affects, et nous prive ainsi du recours à la raison. Nous avons ainsi laissé passer les élections françaises : les choix sont faits pour 5 ans, Inch Allah. Et nous vivons dans un pays dit démocratique, c'est-à-dire dans lequel les désaccords s'expriment, voire « se manifestent ». Espérons qu'ils pourront s'exprimer librement...

Les projets de société présentés par les différents candidats sont pourtant de nature à alimenter notre réflexion : libéralisme, néolibéralisme, ultralibéralisme, socialisme, antilibéralisme, nationalisme, libertarianisme, ces mots et concepts (sauf le dernier, qui a pourtant son importance) sont manipulés par les médias et repris par les uns et par les autres sans que nous ayons une claire acception des concepts. J'ai voulu me faire mon idée propre, exercice de rigueur morale plus encore qu'intellectuelle, qui m'a mené sur des chemins étranges. Je vous livre ces quelques réflexions, en souhaitant qu'elles ne vous barbent pas trop et qu'au contraire, elles vous donnent envie de poursuivre votre propre réflexion et, pourquoi pas, de la communiquer aux autres lecteurs de cette Lettre de Thema. Je pars d'expériences personnelles, qu'elles soient dues à la lecture ou « au terrain ».

Expériences personnelles

1) Le journal La Croix des 24 et 28 novembre 2006 et le journal La Vie du 23 novembre consacrent un grand nombre de pages au thème de l'injustice sociale, préparant et rendant compte des Semaines Sociales de France, du 24 au 26 novembre¹. Je suis frappé de constater que les nombreux articles ne font aucune mention à la création de richesses ; il ne s'agit que de partager : limiter les hauts revenus, partager le patrimoine, assurer la priorité du travail sur le capital, un niveau élevé de redistribution sociale, des politiques d'insertion fortes, l'optimisation du couple pouvoir d'achat-emploi...

2) De son côté, Bronislaw Geremek, député européen, ancien ministre des affaires étrangères de Pologne, reconnaît bien que « l'observation de l'histoire démontre de façon claire que la tendance générale est à la diminution de la misère, c'est-à-dire de la pauvreté extrême qui met en question la survie même, d'une part et de la pauvreté de masse qui touche, en spasmes dramatiques de la conjoncture, un nombre élevé des familles, de l'autre ». Mais il

¹ Les Semaines sociales ont été créées pour aider à la diffusion de l'enseignement social de l'Eglise, au lendemain de la publication de Rerum Novarum.

ajoute que les pays riches deviennent plus riches et les pays pauvres deviennent plus pauvres en termes de pouvoir d'achat, ce qui est faux, sauf à considérer que le besoin d'achat augmente avec la richesse. Mais alors ceci fait à mon sens perdre son sens à cette notion, si on la relie à la pauvreté, comme le démontre, pour le coup, Daniel Cohen².

3) Retour en arrière encore : Il faut sauver le soldat Airbus !

Et les élus, Premier Ministre, Ministres, Présidents de régions, etc. de préconiser une action vigoureuse de l'Etat, voire une renationalisation plus ou moins déguisée. Jusqu'au premier ministre « qui donne le conseil » aux administrateurs de ne pas verser de dividendes. De l'autre côté, le point de vue des patrons, voire de ministres, « il faut que l'entreprise, et l'entreprise seule, prenne ses responsabilités, et je crois que toute interférence serait contre-productive³ », « les Etats, en l'occurrence la France et l'Allemagne, ne sont pas les actionnaires industriels les plus avisés⁴ ».

S'agit-il de sauvegarder 4000 emplois ? Pour reprendre la démonstration de Frédéric Bastiat⁵, ce qu'on voit : 4000 salaires et leur pouvoir d'achat supprimés, donc moins de consommation des ouvriers au chômage. Ce qu'on ne voit pas dans le maintien de ces emplois : une ponction de l'équivalent de 4000 salaires qui pourrait être investie ailleurs, avec la consommation correspondante. Il y a équilibre. Mais, voilà la différence, 4000 salariés pour l'instant inutiles et de l'autre 4000 travailleurs créateurs de richesse ailleurs ; la différence est de 4000 travailleurs créateurs de richesse ! Mais ils ne sont pas inutiles, dites-vous. Ca se discute effectivement ; la bourse a besoin d'annonces de ce type pour ne pas fuir les entreprises cotées.

Mais il s'agit de percevoir d'autres dangers, dans la grande liberté accordée à des actionnaires⁶ de maximiser leurs profits au détriment de l'entreprise.

Comment ne pas être sensible à la peine, à la souffrance et à la misère de l'autre ? Mais peut-on confondre la fin et les moyens ? Il s'agit d'abord d'être clair et cohérent sur les principes et les pratiques : oui, chacun d'entre nous se doit d'assurer sa protection et son développement, et envisager sa mobilité professionnelle. A un délégué CGT qui m'avait interpellé lors d'une intervention à la SNCF : « combien gagnez-vous par mois ! », je répondais : « rien si je n'ai pas de client. » Et comme cette joute se passait devant un groupe de techniciens, j'ajoutais avec malice : « Et vous gagnez combien par heure de travail productive ? » sachant fort bien qu'un délégué central ne produit pas (je n'ai pas dit qu'il ne travaillait pas). Je dois dire que cette exposition permanente à la nécessité de gagner ma vie en assurant un service apprécié a été pour moi une expérience difficile ; j'étais programmé pour être fonctionnaire et j'ai effectivement été militaire en début de carrière. Expérience difficile mais Ô combien riche de se confronter au besoin et à la demande de l'autre. Marchandisation ! diront les antilibéraux. Permettez-moi d'estimer que je me sens libre de vivre de mes talents, de m'enrichir ou de faire du bon

² Richesse du monde, pauvreté des nations, Champs Flammarion, Paris, 1997

³ M. Thierry Breton, ministre de l'économie

⁴ M. Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'intérieur

⁵ Ce qu'on voit et ce qu'on ne voit pas, Frédéric Bastiat, Romillat, 2004

⁶ Lagardère et DaimlerChrysler spécifiquement

boulot en me réservant le temps de penser et de vivre. Je crois pouvoir dissocier ma vie privée de ma vie professionnelle, et j'espère que nous sommes nombreux dans ce cas. D'ailleurs, le libéralisme ne me semble pas être la cause des errements actuels. Nous y reviendrons.

4) Un peu plus loin encore. Lors d'une manifestation pour le CPE (je crois à la flexsécurité »), je suis interpellé par une vigoureuse anti-CPE.

« Je crois, me dit-elle, que vous n'avez rien compris aux manifestations anti-CPE.

- Qu'est-ce qui vous fait dire cela, lui répondis-je, nous ne nous connaissons pas. Et que faut-il comprendre d'après vous ?
- C'est, dit-elle, le grand ras le bol des jeunes devant la société et son injustice et vous ne pouvez pas comprendre parce que vous êtes riche ?
- Fichtre ! à quoi voyez-vous que je suis riche ? Ce ne sont certes pas mes vêtements qui vous le font croire (j'étais en jean et tee-shirt) ; parce que je suis propre que j'ai les cheveux courts et que je suis âgé ?
- Parce que, affirme-t-elle, vous participez à cette manifestation contre les jeunes !
- Beau syllogisme... Dites-moi, questionnais-je, ce qu'il faudrait pour que les jeunes soient moins inquiets, en dehors de supprimer les fascistes et les riches.
- Je n'ai pas dit cela. Ce qu'il faut, c'est une société plus juste, répond-elle.
- Je vous l'accorde, dis-je, mais encore ? Une garantie de travail ?
- Oui ! répond-elle avec force.
- Garantie de travail pour tous ?
- Si possible, me répond-elle.
- Ah non, vous n'êtes pas logique, dis-je. Vous êtes en train de me dire qu'il n'y aura pas de travail pour tous si ce n'est pas possible et c'est exactement ce qui se passe et qui met les jeunes dans la rue.
- Oui, alors, la garantie de travail pour tous.
- En matière de rémunération, le salaire minimum est le SMIC, je pense ?
- Et encore, je ne sais pas comment on peut vivre décemment avec le SMIC, répond-elle.
- Franchement, moi non plus. Mais qui va embaucher, d'après vous ?
- Les entreprises qui font d'énormes profits, l'Education Nationale – on manque cruellement d'enseignants, l'administration, me dit-elle.
- Vous suggérez un nouveau plan d'embauche généralisée, comme en 1981, que les entreprises et la fonction publique en aient ou n'en aient pas besoin, même des gens sans qualification ?
- Il faut donner une qualification aux jeunes français, les recruter dans la fonction publique et leur donner un salaire décent.
- Est-ce que je me trompe si je comprends que, pour vous, il faut obliger les administrations et les entreprises françaises à embaucher des jeunes français, leur offrir des salaires décents, sachant que la dette de l'Etat, c'est à dire ce que l'Etat doit aux Français représente 20 000 € par Français – vous ne contestez pas ce chiffre ?
- Hélas non !
- ... et que l'économie est mondiale. Pensez-vous également que l'on puisse fermer les frontières ?

- Bien sûr que non, mais ce qui se passe dans notre pays est suffisamment complexe, est-elle amené à concéder.
- Je crois comprendre : vous voudriez donner du travail à tous les français qui le désirent, ainsi qu'une rémunération décente, tout en diminuant la dette de l'Etat, tout en soutenant la concurrence avec les autres pays et peuples, tout en diminuant les prix à la consommation, car vous ne voulez pas que les pris augmentent, je pense...
- Evidemment, reconnait-elle.
- Il va falloir trouver beaucoup d'argent : vous pensez qu'on va le trouver où ?
- Il est chez les riches, les actionnaires, les capitalistes, les fonds de pension, dans les bénéfices des sociétés...
- Et ?...
- C'est honteux qu'il y en ait qui s'enrichissent alors que tant crèvent la faim !
- Dans notre pays, c'est bien cela ? Que des milliards d'êtres humains crèvent la faim hors de notre pays n'a rien à voir ?
- Effectivement, c'est déjà très compliqué. Que chacun balaye devant sa porte.
- ... Excusez-moi, j'essaie de comprendre ce que vous proposez pour que les jeunes aient du travail. Je comprends de ce que vous m'avez dit que les riches seront toujours assez riches et qu'il faut les imposer plus, qu'il faut faire appel au civisme des français, qu'il faut créer autant d'emplois que de demandeurs d'emploi, que les gens qui ont de l'argent vont le mettre ailleurs, parce que ce sont des profiteurs – au sens littéral du terme -, qu'il ne faut pas que les prix à la consommation augmentent et que le travail ira probablement dans d'autres pays – dont les populations sont exploitées – nous sommes d'accord – augmentant le chômage et la dette de l'Etat...
- Vous me fatiguez avec vos raisonnements. Ce que je vois, c'est que les riches s'enrichissent et que les pauvres s'appauvrissent, que notre société est déshumanisée et que les jeunes sont désespérés, que les pauvres revenus du compte d'épargne de ma fille sont de plus en plus ponctionnés.

Mon interlocutrice semblait complètement abattue ; je lui ai pris les mains et lui ai dit : « je vois les mêmes choses que vous, et je cherche aussi des solutions. Je vous souhaite du courage. »

Je ne suis pas satisfait de cet état de choses. J'ai donc décidé de faire une excursion du côté de l'économie politique⁷ et de la philosophie morale, repris mes recherches sur leurs principes et pratiques - et en particulier sur le libéralisme, dont je vous livre les résultats partiels. Un peu d'histoire d'abord.

La période des espoirs :

L'aspiration moderne des hommes à la liberté s'est manifestée en France et en Europe durant tout le XIXème siècle et la première moitié du XXème.

⁷ Cf. bibliographie

- Libération des paysans du système féodal et émergence de la bourgeoisie en 1789,
- Les trois glorieuses de la révolution de juillet 1830 qui aboutissent au baiser républicain de Louis-Philippe à Lafayette au balcon de l'Hôtel de Ville de Paris,
- La révolte des Canuts de Lyon de novembre 1831, qui fit 600 victimes dont 170 morts et qui fut à l'origine des mouvements de révolution prolétarienne dans toute l'Europe,
- Insurrection républicaine du prolétariat révolutionnaire en juin 1848 avec Ledru-Rollin et La Montagne, retournée un an après par l'aristocratie financière qui avait pris les rênes du pouvoir pendant la restauration,
- Le gouvernement révolutionnaire (dit Commune de Paris), proclamé le 28 mars 1871 après le désastre des armées françaises et l'armistice signé par Thiers les 28 et 29 janvier 1871, terminée par un carnage jusque dans le cimetière du Père Lachaise,
- En Russie les révolutions de 1905, répétition générale de la révolution finale, selon Lénine, suivie par la révolution d'octobre 1917, favorisée par l'Allemagne qui permet le passage en Russie des bolcheviks émigrés : Lénine, Zinoviev, Radek, Sokolnikov..., et l'instauration de la dictature du prolétariat. Relisez La Mère de Maxime Gorki : l'engagement sacrificiel du fils, Pavel, et la lente et irrésistible éclosion de Pélagie, sa mère, dans leur splendide combat pour la liberté. Gorki n'a pas inventé, il a écrit l'histoire de Anna Kirillovna Zalomova ; c'était en 1902, peut-on imaginer ce qu'était la vie de l'ouvrier, du paysan en 1900 ? Non.
- En France de nouveau, en 1936, le Front Populaire constitué par les partis de gauche unifiés devant le danger que représentent les ligues d'extrême droite (Action française, Croix de Feu, Jeunesses Patriotes, etc.) en même temps que monte le fascisme en Allemagne, en Italie et en Espagne, Front appuyé par de grands intellectuels comme Alain, Langevin, Henri Barbusse, R. Rolland : lois sur les 40 heures, les Congés Payés, l'augmentation des salaires, la réorganisation de la Banque de France, prolongement de la scolarité jusqu'à 14 ans, conventions collectives... Il faut reconnaître que le FP n'a pas réussi à redresser l'économie française, ravagée par la grande dépression, et qu'il n'a pas préparé un conflit devenu inévitable.
- En Chine la prise du pouvoir par le PCC de Mao Zé Dong en 1949, après 28 ans de luttes extrêmement âpres, voire sauvages.

Toutes périodes d'émancipation et de conquêtes sociales.

- Dans le formidable redressement du pays qui a suivi la deuxième guerre mondiale, les partis de gauche ont pu poursuivre en France les « conquêtes sociales » - sécurité sociale, comités d'entreprises... - sans conséquence immédiate négative sur l'économie et l'emploi mais avec l'aide capitale du plan Marshall. En 1962 encore, quand il fait rééditer le Manifeste du Parti communiste, Robert Mandrou écrit : « Cent quinze ans après la publication de cet appel, nous pouvons en mesurer l'efficacité d'un coup d'œil : presque la moitié de l'humanité est encadrée par un régime politique qui se réclame de Marx ; et l'autre moi-

tié ne saurait se flatter de l'ignorer ; au contraire, les plus décidés de ses adversaires sont nourris de la pensée marxiste ; dans leur souci de réfutation, ils en adoptent les idées caractéristiques : quel bourgeois français de 1962 nierait, si ce n'est par goût des paradoxes, la lutte des classes ? Jamais dans l'histoire de l'humanité, penseur n'eut une efficacité comparable... Il a paru opportun de présenter au grand public une édition correcte des « grands » textes de Marx. Il pourra ainsi prendre un contact direct et sûr avec cette pensée qui domine, qu'on le veuille ou non, notre temps. » Quand on pense que moins de vingt ans après on a assisté à l'effondrement de l'Union Soviétique et de l'idéal communiste ! Après les Trente Glorieuses, les chocs, le doute, le malaise ...

Le désespoir, la désespérance

La première crise du pétrole ? Tchernobyl ? L'échec patent de l'économie planifiée soviétique, poussée à la faillite, entre autres, par l'effort de guerre imposé par les USA ? La mondialisation (*globalization* pour les anglosaxons) ? Depuis la fin des années 70, le progrès social semble aller à rebours, hormis, en France, cette Loi que personne n'avait réclamée sur les 35 heures. Le pouvoir d'achat baisse, y compris celui des classes moyennes, dans ce que Daniel Cohen appelle « l'éternel retour du paupérisme⁸ ». Joseph Stiglitz⁹ note avec Daniel Cohen et l'ensemble des observateurs que les salaires dans les pays industrialisés diminuent en même temps qu'émergent d'autres continents, Chine et Inde après le Japon et les ex-possessions anglaises... Difficulté pour les jeunes de trouver du travail, chômage, précarité, restriction du pouvoir d'achat, éjection des seniors du salariat,...créent un malaise généralisé, renforcé par l'idée que l'Etat n'y peut rien. Le salariat vit des heures difficiles. Il faut trouver un (ou des) coupable(s), comme le fait cette dame rencontrée au cours d'une petite manif : les riches, la mondialisation et, dans le domaine des idées, le libéralisme. Deux classes s'affronteraient (tiens, un relent de marxisme chez moi ?) : les ultralibéraux et les antilibéraux. Décidément il va falloir que je me détermine, puisqu'on ne peut être que l'un ou l'autre, en France !

Dans la Lettre de Thema n° 5, j'avais déjà donné des définitions, simplement trouvées dans Le Petit Robert. Je reprends celle du libéralisme et y ajoute des notions par élargissement successif :

Libéralisme : attitude, doctrine des libéraux, partisans de la liberté politique, de la liberté de conscience. Par opposition à socialisme et étatismes, doctrine économique classique prônant la libre entreprise, la libre concurrence et le libre jeu des initiatives individuelles.

Selon cette définition, je me sens vraiment d'inspiration libérale !

⁸ Daniel Cohen, Richesse du monde, pauvreté des nations, op.cité, p 128

⁹ Prix Nobel d'économie

« Les défenseurs du libéralisme, nous dit Philippe Petit¹⁰, présentent celui-ci comme étant une vision rationnelle et éclairée, permettant aux populations des sociétés modernes de jouir de la prospérité et du bonheur individuels, à condition que l'Etat les laisse exercer sans réserve les instincts naturels qui les poussent aux échanges – à condition que l'Etat les laisse en paix. »

Là, je me sens plus partagé, parce que l'expérience m'a appris que l'homme n'était pas naturellement bon : c'est un prédateur qui, pour assurer sa survie, son bien-être et son développement, exploite son environnement, dont les autres hommes font partie¹¹. Qui a aussi une part d'altruisme et une propension à vivre en société, donc à faire alliance avec d'autres dans les mêmes buts vitaux.

Certes, il y a des libéraux modernes, qui prônent un appareil d'Etat plus étoffé, pour tenir compte de la complexité de nos sociétés. Mais il y a aussi des libéraux plus radicaux, ceux-là peut-être qui sont qualifiés d'ultralibéraux, pour lesquels la liberté prime sur le reste : j'ai compris qu'on les appelle libertariens (excusez le néologisme).

Libertarianisme : doctrine qui attribue la plupart des maux de nos sociétés à l'utilisation d'un pouvoir excessif de la part de l'Etat, autorité légale dont disposent les gouvernements pour mettre en œuvre des politiques qui interdisent, restreignent ou réglementent une quantité abusivement grande d'activités humaines. La justice est pour eux la considération fondamentale qui doit gouverner les relations entre les individus¹².

Cette fois-ci je deviendrais subitement libertarien, tellement en France l'excès de lois tue la Loi. J'ai sous les yeux les 9807 articles du mémento pratique 2007 de Francis Lefebvre ; le code du travail fait 2350 pages ! et nous savons qu'en France, culturellement, tout ce qui n'est pas permis par la loi est interdit ! Allons plus avant : pour les tenants de cette doctrine (le libertarianisme), les droits de nature, liés en premier au droit de propriété, peuvent être transférés librement à d'autres personnes en leur nom. « Toute autorité ainsi conférée, que ce soit à des organismes privés ou publics (dont l'Etat), est donc strictement limitée aux fonctions de justice et de protection, et ne s'étend pas aux activités de redistribution et de réglementation économique ». Mais... mais un problème majeur concerne alors l'origine de la propriété. A quel moment une terre, un patrimoine constitué peuvent-ils être considérés comme une propriété ? La NASA envoie un homme sur la Lune ; il y plante un drapeau : la Lune est propriété de la NASA (ou d'Amstrong) ? Les conquistadors massacrent les populations indigènes et s'emparent de leurs terres : qui est propriétaire de la terre ? Nous verrons que le libéralisme ne nie pas cette question.

¹⁰ Dictionnaire d'éthique et de philosophie morale, cf. bibliographie

¹¹ Cf. Lettre de Thema n° 3

¹² Dictionnaire d'éthique et de philosophie morale.

Liberté, liberté chérie... je trouve un intérêt certain pour la distinction faite entre deux formes de liberté, selon qu'elle est extrinsèque ou intrinsèque, négative ou positive.

Liberté négative et liberté positive.

Être libre au sens négatif, c'est être libre de l'ingérence d'autrui dans la poursuite des activités que l'on est capable, dans une culture donnée, d'exercer sans l'aide d'autrui ; c'est être libre de penser ce que l'on veut, de dire ce que l'on pense, d'aller où on veut, de s'associer avec qui bon nous semble, etc.

Être libre au sens positif, ce peut être la liberté de participer à l'autodétermination collective de la communauté, mais c'est aussi être libéré des obstacles internes que sont la faiblesse, l'instinct et l'ignorance, autant que des obstacles externes qu'impose l'ingérence d'autrui.

Il semblerait que les libéraux s'attachent essentiellement, depuis l'origine, à la liberté négative, liée à la non-ingérence. Non qu'ils nient les composantes esthétiques, morales, de l'être humain, mais ils jugent que ces composantes sont simplement du domaine privé et ne doivent pas être traitées par l'Etat.

Mais la non-ingérence et la non-domination sont des idéaux différents. La domination est possible sans ingérence et l'ingérence sans domination. J'explique [ce que j'ai compris] : le maître domine l'esclave et peut parfaitement le laisser libre, ne pas faire d'ingérence dans ses choix (hormis celui de la liberté). Le maître de forge domine l'ouvrier, à qui il procure ou non du travail, qu'il recrute ou licencie à sa convenance, qu'il nourrit, héberge et éduque éventuellement, mais il peut le laisser libre de ses choix. Il est évident que la condition du peuple dans la Russie de Nicolas II est celle du serfage, domination des propriétaires sur la paysannerie et les ouvriers. Quand Nicolas II fait massacrer les 270 grévistes des mines de Léna, en 1912, il y a domination et ingérence (je ne veux pas diminuer le fait qu'il y a eu massacre). Mais quand Tolstoï fonde à Iasnaïa Poliana une école populaire pour ses serfs, il domine sans faire d'ingérence. De fait l'Etat républicain ne me domine pas comme le Maître domine l'esclave, or tous les deux peuvent exercer une ingérence.

Les tenants de la liberté positive estiment que l'absence suprême de liberté réside dans le fait de devoir vivre à la merci d'une autre personne – avec tout l'arbitraire que cela implique. A contrario, celui qui peut vivre de ses ressources peut être un homme libre.¹³ Insistons : les individus privés, tant qu'ils sont soumis au pouvoir d'un maître, ne peuvent pas être désignés comme libres, pour équitable et bon que soit le traitement qu'ils reçoivent¹⁴.

En fin de compte, la grande question est celle de la conception de la liberté.

Les défenseurs libéraux de la conception de la liberté conçue comme non-ingérence (Hobbes, Bentham), insistent sur le fait que la loi elle-même est une atteinte à la liberté. Le but premier de l'Etat, selon eux, est de défendre

¹³ James Harrington

¹⁴ Richard Price

les libertés dites élémentaires (libertés négatives) de manière égale pour tous. Selon Hobbes, la liberté n'existe que dans le silence des lois, là où la loi n'intervient pas¹⁵.

Dans la conception républicaine, la liberté est considérée comme un statut qui n'existe que dans un régime de loi approprié. - Mon ami Jacques Baillon montre qu'il ne peut y avoir d'autonomie réelle sans cadre-. Mais les lois sont créatrices d'autorité et de liberté seulement si elles se conforment au modèle d'une loi qui libère les individus de la domination. Pour Locke et Harrington, la liberté vis-à-vis du pouvoir absolu est essentielle et la loi crée la liberté.

Nous verrons également que le libéralisme est né et a grandi en contrepoint des régimes autoritaires et/ou protectionnistes. Qu'il est à l'origine de la démocratie et des Droits de l'Homme.

La démocratie et le vote, pourquoi ?

Faut-il tout d'abord rappeler que « la démocratie définit une organisation politique dans laquelle les citoyens exercent la souveraineté » ? Ce qui pose en soi plusieurs problèmes de fond. Des électeurs qui votent en fonction d'une mise en scène type Star'ac, quitte à prendre des décisions qui vont contre leurs intérêts, expriment-ils un choix libre ? Le pouvoir des médias et des puissances d'argent associées manipulant l'information, des décisions prises en état de désinformation peuvent-elles porter le qualificatif de démocratique ?¹⁶ Le lobbying, le copinage, la corruption active et passive¹⁷, les alliances objectives des puissants entre eux, avec la détention des médias permet-elle, encore une fois, des choix libres ? Pourtant il reste une explication pragmatique « suffisante » : le vote est important dans la mesure où il permet, comme le ferait une loterie, de s'assurer qu'aucune dynastie ne conserve indéfiniment le pouvoir.

Approfondissons là encore les conceptions des libéraux et celle des républicains, qui leur sont opposés à travers les idées de liberté négative et positive.

Conception « préférentielle » du vote, plutôt soutenue par les libéraux : ce système où chaque personne (considérée comme un consommateur auquel les partis politiques sont des fournisseurs qui proposent un lot « packagé ») vote selon sa préférence est le système le plus fiable pour produire une satisfaction globale des préférences et le bonheur global (en tant que satisfaction des préférences). Dans ce système, les partis élus en fonction des demandes et pressions qu'ils reçoivent de leurs électeurs marchandent pour obtenir la satisfaction de leurs préférences au moindre coût.

¹⁵ Mais le but réel de Hobbes est la défense d'un gouvernement autoritaire et, à cette fin, il lui est utile de pouvoir affirmer qu'aucun ensemble de lois n'était particulièrement associé à la liberté ! Qui peut le moins peut le plus, veut-il démontrer par l'absurde.

¹⁶ La fin de la démocratie, Jean-Marie Guéhenno Champs Flammarion, 1999...Le système américain protège très bien des intérêts privés, [...] Il n'est pas équipé pour faire apparaître un intérêt général [...] (p. 41)

¹⁷ Id. [...] la corruption mérite d'être analysée, [c'est] peut-être, la seule "religion" qui ait aujourd'hui une vocation universelle. (p. 137)

Conception de « jugement du vote », qui est celle des républicains : les citoyens sont des « agents de contrôle de la qualité » qui vont voter pour faire enregistrer leur jugement quant à l'option qui leur paraît la meilleure pour la société, selon les critères qui leur paraissent appropriés. Le vote est un acte qui fait participer les citoyens aux affaires de la cité. Au lieu de négocier les uns avec les autres, les hommes politiques sont soucieux de débattre et de délibérer, afin de chercher à identifier ce qu'exige le bien public dans tous les domaines, ainsi que les mesures qui permettent de le favoriser.

A la lumière de ces concepts, il me semble que nous fonctionnons sous le régime de la « conception préférentielle » et non de la « conception républicaine ». D'ailleurs dans notre constitution, les députés, en nombre totalement excessif pour remplir la fonction républicaine, sont les porte-parole de leurs mandants auprès du pouvoir central. Il me vient immédiatement à l'esprit que dans un système de Spoliation généralisée (j'espère vous donner envie de lire le deuxième article sur le libéralisme, qui en fera l'éloge), chacun cherche à détourner les fonds communs vers lui, à récupérer plus qu'il ne donne. Il vaut mieux, pour les quémandeurs que nous sommes tous, un député bien introduit, disposant d'un bon réseau et influent, qu'un député républicain soucieux du bien commun !

Histoire du libéralisme.

Retour de deux siècles en arrière, fin 18^{ème} début 19^{ème} siècle. David Ricardo, Thomas Malthus et Adam Smith ouvrent la voie de la philosophie morale et de l'économie politique.

La philosophie morale cherche à répondre à trois questions majeures, au combien d'actualité !

- comment des individus qui ne recherchent pas le bien commun mais la défense de leurs intérêts particuliers peuvent-ils néanmoins coexister et former une société ?
- l'enrichissement personnel n'ayant pas de limite dans le désir, comment l'enrichissement illimité des uns est-il compatible avec le bien-être des autres ?
- l'intérêt général suppose-t-il la vertu de chacun ? et, en amont de cette question, comment se forment nos jugements moraux ?

Avant eux, deux grands courants se partageaient la conception du système économique

- pour les « physiocrates, partisans du système agricole, il faut rester en conformité avec les lois de la nature. D'ailleurs seule l'activité primaire (ce qui est lié au sol) est productif et un seul régime est possible : de la parfaite liberté et de la parfaite justice sous l'autorité bienveillante d'une monarchie (autorité) éclairée.
- Pour les « mercantilistes », la richesse sociale (par opposition à la richesse privée) est le moyen qui permet l'exercice du pouvoir souverain, par le truchement de la monnaie. Il s'agit donc de produire de la ri-

chesse sociale en maintenant un excédent des exportations pour accumuler de la monnaie (en fait des matières précieuses, comme l'or).

Les « maîtres » d'Adam Smith - Francis Hutcheson, John Locke, David Hume, François Quesnay,...cherchent à comprendre, en tant que chercheurs en philosophie morale, la formation du jugement moral. David Hume, qui deviendra l'ami d'Adam Smith, estime que la raison sert à discerner le vrai du faux et non le bien du mal ou le juste de l'injuste, que ce sont les passions qui sont le moteur de l'action et que seules des passions contraires peuvent s'annuler (sauf le désir d'enrichissement qui n'a pas de « contre-passions » !).

Mais François Riether, d'Avenir d'Attac, fait une présentation de l'histoire du libéralisme assez claire pour que je vous la propose, même s'il n'aboutit pas aux mêmes conclusions que moi. Vous la trouverez dans l'article suivant, dont la deuxième partie anticipe sur l'avenir du libéralisme. J'estime qu'il manque cependant une référence capitale qui est celle à Frédéric Bastiat. Par ailleurs, si vous deviez être surpris par la publication d'un article de Attac, je vous demande de vous référer à notre charte et à l'objet de cette Lettre, qui est d'aider à la réflexion, non à polémiquer : la pluralité des points de vue en est la garante.

Je suis extrêmement surpris de constater que la première moitié du XIXème siècle a été le creuset aussi bien de bouleversements sociaux et politiques que de théories économiques et sociales. Entre 1830 et 1850 se sont déroulés les événements marquants des luttes sociales ; c'est aussi entre 1800 et 1850 que se sont organisées et ont été formulées les doctrines qui ont encore cours aujourd'hui. Proudhon, Fourier, Saint-Simon, Marx bien sûr, Smith, Ricardo, Malthus, et F. Bastiat : quelle agitation ! Quel bouillonnement ! Quel progrès ! Keynes, Hayek, Schumpeter seront plus "techniques", à mon avis. Frédéric Bastiat donc.

...Mais cet article est déjà trop long, et je vous laisse souffler. Rendez-vous à la prochaine Lettre, la Lettre n° 7 (déjà !), pour faire l'Eloge du Libéralisme et plonger dans son actualité ? Juste pour titiller votre intérêt, je crois que notre futur gouvernement n'est pas vraiment libéral, s'il en est d'inspiration. Il me semble éminemment présidentiel, voire autoritaire. La Lettre n° 7 vous dira pourquoi ce genre de régime est condamné.

Et puis il nous faudra étudier si le libéralisme peut être une réponse aux grands défis de notre monde, clairement exprimés par Jacques Attali, Joseph Stiglitz, Thomas Friedman, ce qui fera l'objet de la Lettre n° ...8.

Jean Taillardat,
Juin 2007

Bibliographie

- Le Manifeste du Parti communiste, Karl Marx, 10/18, 1962
- Ce qu'on voit et ce qu'on ne voit pas, Frédéric Bastiat, Romillat, 2004
- Manifeste Altermondialiste, site www.manifeste.attac.org
- Le profit avant l'homme, Noam Chomsky, 10/18, 2003
- Où va le monde M. Stiglitz, DVD Challenges
- Le monde diplomatique, DVD 1976-2006
- La croissance ou le chaos, Christian Blanc, Odile Jacob, 2006
- Le nouvel âge du capitalisme, Elie Cohen, Fayard, 2005
- Le capitalisme est en train de s'autodétruire, Patrick Artus, Marie-Paule Virard, La découverte, 2005
- Appel des résistants aux jeunes générations, Lucie Aubrac, 8 mars 2004
- Textes de Jacques Nikonoff, François Riether, Michel Fenayon, etc. et de Avenir d'ATTAC : Entreprises sous perfusion ; Contre le libéralisme, un autre état ; Répartition des revenus... j'ai rêvé d'une nuit du 4 août,...
- Les 10 principes d'Attac pour un traité (européen) démocratique
- L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme Max Weber, Plon, 1967
- La route de la servitude, Friedrich Hayek, (1944), PUF, 2002
- Des principes de l'économie politique et de l'impôt, David Ricardo, (1817), GF-Flammarion, 1999
- Richesse des Nations (Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations), Adam Smith, (1776), GF-Flammarion, 1991
- Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie, John Maynard Keynes, (1936), Payot, 1963
- Capitalisme, socialisme et démocratie, Joseph Schumpeter, (1942), Payot, 1990
- Traité d'économie politique, Jean-Baptiste Say, Economica, 2006
- Essai sur le principe de population, Thomas Malthus, (1820), Flammarion, 1999
- Dictionnaire d'éthique et de philosophie morale, sous la direction de Monique Canto-Sperber, puf Quadrige, 2004

Ce libéralisme que nous combattons...

Par François Riether, Attac 17
Le 9 avril 2007

« Quelque chose doit remplacer les gouvernements et le pouvoir privé me semble l'entité adéquate » (David Rockefeller, *Newsweek International*, 1999).

Le terme « anti-libéral » est beaucoup employé ces temps-ci : espace politique pour une « gauche anti-libérale » suite à la victoire du « NON » au référendum sur le traité constitutionnel européen, « collectifs unitaires de la gauche anti-libérale » à la recherche d'un consensus introuvable, le tout sur fond de brouillage par les ambitions personnelles et partisans qui empêchent l'expression politique d'un réel et profond mécontentement.

Le rôle d'Attac n'est-il pas précisément de clarifier les concepts, de rendre les enjeux intelligibles, afin de comprendre pour mieux agir ? Le moment est peut-être venu de préciser ce que nous entendons par «libéralisme».

1.- Le libéralisme s'est construit contre l'État

Du libéralisme des Lumières, philosophie optimiste de la tolérance...

Guerres de religion, instabilité politique et insécurité, puis arbitraire des monarchies absolues et des despotismes même « éclairés », ont nourri le besoin de se protéger - soi et le fruit de son travail - des abus et des caprices des princes. La Grande-Bretagne du XVIIème siècle, marquée par les luttes entre anglicans, catholiques, puritains et protestants, en est l'exemple le plus précoce. Le philosophe anglais John Locke (1632 - 1704), exilé en Hollande par l'absolutisme catholique des Stuarts, est considéré comme l'un des fondateurs du libéralisme. Il théorisa la limitation du droit d'intervention de l'État dans le domaine religieux, en faisant de la propriété privée un « droit naturel » opposable au pouvoir politique (*Lettres sur la tolérance*, 1689). Simultanément, et également dans le but de contrôler le pouvoir royal, la Grande Révolution anglaise de 1688 instaura le parlementarisme, qui se révéla favorable au développement d'une bourgeoisie industrielle et marchande et servit de modèle à nos philosophes des Lumières.

Au siècle suivant, les économistes Turgot (« laisser faire, laisser passer ») et Adam Smith (division du travail et « main invisible du marché ») complétèrent ce corpus de base du libéralisme :

Puisqu' «il n'est de pouvoir dont on ne soit tenté d'abuser» (Montesquieu, De l'esprit des lois, 1748), il convient d'y mettre des limites, juridico-philosophiques (les droits naturels), politiques (Constitution, Parlement et séparation des pouvoirs) et économiques (autonomisation de la « science » économique par la fiction de lois naturelles surplombant les choix humains).

Puisque la diversité des intérêts particuliers produit spontanément l'intérêt collectif grâce à « la main invisible du marché », un « gouvernement frugal » (expression de Benjamin Franklin) se gardera de troubler l'harmonie naturelle qui fait de la division du travail le moyen le plus efficace d'accroître la «richesse des nations ».

Libéralisme politique et libéralisme économique ont donc en commun dès leur naissance la volonté d'imposer des limites à l'absolutisme du Prince qui affirmait alors « L'État, c'est moi ».

... au libéralisme de la marchandisation, idéologie du profit maximum.

Si le sujet de Droit issu des Lumières se contentait de limiter l'exercice du pouvoir souverain, l'homo economicus, qui apparaît avec l'utilitarisme et le primat de la rationalité économique, le déçoit en affirmant la supériorité du « laisser faire » sur l'intervention politique, considérée comme incapable de maîtriser toute la complexité du champ économique.

Le capitalisme en développement a tout de suite vu le parti qu'il pouvait tirer de ce discours, qui lui permettait à la fois de délégitimer l'ancien régime féodal et de naturaliser les bases de sa domination. Il a donc fait de la propriété privée sa valeur centrale, de la compétition le moteur de l'économie et de l'intervention publique le principal obstacle à une liberté conçue exclusivement comme individuelle et utilitariste. Le renard libre dans le poulailler libre.

David Ricardo (1772 - 1823) a théorisé la suite du « déshabillage » de l'État par sa critique du monopole étatique de la création monétaire, pour le plus grand profit des banquiers, et par sa célèbre théorie des « avantages comparatifs » et du libre-échange, pour le plus grand profit des fabricants de chemises de Manchester : importer le coton et exporter leurs produits manufacturés sans droits de douane augmentaient leur compétitivité et leurs débouchés. Les États étaient privés de précieuses recettes. Surtout, ils ne pouvaient pas protéger leurs producteurs de matières premières et leurs industries émergentes, ni compenser les différentiels de développement et de salaires. L'OMC n'a eu qu'à reprendre la formule !

À la fin de la deuxième guerre mondiale, après un siècle de nationalismes exacerbés jusqu'à la boucherie de 14-18 et la naissance d'États totalitaires, et en réaction aux économies de guerre dirigistes et planifiées, Friedrich Hayek a eu beau jeu de convoquer Erasme, Montaigne et les Lumières pour diaboliser toute « tendance moderne vers le socialisme ».

Dans La route de la servitude (1944), qui fut plus tard le livre de chevet de Mme Thatcher, Hayek explique que toute intervention de l'État dans le domaine économique est non seulement inefficace, mais conduit forcément au totalitarisme. Il oublie simplement de mentionner le risque de dérive militaro-policière d'un État qui ne défend plus que le droit des propriétaires.

L'ultralibéralisme monétariste de son collègue Milton Friedman fera très bon ménage avec la sanglante dictature de Pinochet !

2.- De l'État confisqué à l'État social

« Il y a deux vérités qu'il ne faut jamais séparer en ce monde : que la souveraineté réside dans le peuple, que le peuple ne doit jamais l'exercer », écrivait en 1791 le marquis de Rivarol.

Cette affirmation cynique, bien que formulée par un royaliste farouche adversaire de la Révolution, pourrait être la devise de notre Union Européenne ! Elle résume à elle seule toute l'ambiguïté de la relation entre libéralisme économique et libéralisme politique : un « moindre État » amputé de toute possibilité d'action économique, une « autolimitation du gouvernement » au profit du marché conçu comme « lieu de nature » (ces expressions sont de Michel Foucault, « Naissance de la biopolitique », cours au Collège de France 1978-79), et une souveraineté confisquée par une classe politique au service des propriétaires. « Qu'aurons-nous gagné à réduire l'aristocratie des nobles si elle doit être remplacée par l'aristocratie des riches ? » s'écriait Marat dès 1790...

Ainsi s'explique plus d'un siècle de méfiance totale entre le mouvement social en construction et une représentation politique vécue comme forcément au service de ces « beaux messieurs ». C'est la monarchie bourgeoise des libéraux de la Restauration - La Fayette, Guizot et le suffrage censitaire -, tandis que Tocqueville renvoyait la vie démocratique à la société civile (De la démocratie en Amérique, à partir de 1835), puis dénonçait la tendance continue depuis la Renaissance au renforcement de l'État par delà les changements de régime (L'Ancien Régime et la Révolution, 1856).

C'est ensuite la difficile consolidation de la République face aux monarchistes, la lente émergence d'un État qui n'aurait pas qu'une main droite au service de l'ordre des dominants, mais aussi une main gauche veillant aux droits économiques et sociaux.

C'est la Charte d'Amiens (1906), par laquelle les syndicalistes révolutionnaires, majoritaires dans la CGT d'alors, indiquaient leur méfiance vis-à-vis de la sphère politique et des partis naissants, jugés trop soucieux de notabilité pour mettre en œuvre la transformation sociale que seule la grève générale était censée déclencher.

Mais c'est aussi Jaurès affirmant à la même époque que le mouvement ouvrier devait agir dans trois directions complémentaires : l'action syndicale, l'action politique et les coopératives. Le Front Populaire et la mise en œuvre, à la Libération, d'une partie du programme du Conseil National de la Résistance, moments fondateurs de l'État social, lui ont donné raison au moins sur les deux premiers points, le premier aiguillonnant le second.

3.- Un État opérateur et régulateur, qui contrôle les changes et les échanges...

On ne peut se dire « anti-libéral » et faire de l'État son adversaire privilégié. Mais tout dépend de quel État l'on parle :

- l'État libéral réduit à ses fonctions régaliennes (justice, police, armée), c'est-à-dire chargé uniquement de protéger la propriété privée, de veiller aux conditions permettant le fonctionnement du marché et de gommer les dysfonctionnements les plus flagrants ?
- l'État hypertrophié et totalitaire, phagocyté par un parti unique, duquel tout contrôle démocratique et toute diversité ont été éradiquées, et qui sert encore aujourd'hui d'épouvantail ?
- l'État de conception marxienne, confisqué par la bourgeoisie et les fournisseurs des commandes publiques (Dassault, Lagardère, Bouygues...), ou de conception communautariste, colonialiste et répressif vis-à-vis des minorités ?

Quels seraient les principaux traits d'un État véritablement social et solidaire ? Il n'est pas question ici d'entrer dans le détail de ce que pourrait être un tel État. Contentons-nous d'ébaucher quelques grandes lignes, dont chacune appelle de vastes développements : droit du travail (par la loi et non par le contrat), protection sociale, services publics, espace public protégé des croyances (laïcité), préservation des conditions qui permettent la reproduction de la vie (écologie), politiques économiques intérieures et extérieures, maîtrise de la monnaie et des tarifs douaniers.

Ne sont-ce pas là des domaines où seul le pouvoir d'un État fort et démocratique est en mesure d'assurer à chacune et à chacun la « sécurité sociale » en impulsant des changements structurels ?

Encore faut-il que des intérêts catégoriels ou des logiques d'appareils ne se substituent pas à l'intérêt général, tant au niveau des administrations qu'à celui des organisations du mouvement social !

4.-... et contrôlé par les citoyens

L'État, comme le marché, est totalitaire lorsqu'il prétend tout régenter. Le point central à partir duquel se déterminer - y compris au sein de la gauche et de l'extrême gauche - est donc la manière dont se conçoit et se gère la « res publica », la chose commune.

Si l'on admet que le pouvoir citoyen ne se réduit pas au pouvoir d'achat, que l'économique n'est qu'une petite partie du vivant et que l'économie marchande ne représente qu'une petite partie des activités et des échanges humains, reste à déterminer où s'arrête la sphère marchande, où commence le domaine des biens publics, et comment les gérer. Des choix d'une telle importance ne peuvent être laissés à l'utopie d'un « marché pur » et d'une « concurrence libre et non faussée », notions abstraites sans aucune existence réelle, euphémismes conceptuels désignant la loi du mieux informé, du plus

compétitif, du mieux né, bref la loi du plus fort dans toute sa férocité, et dont la principale utilité est de fournir de la matière à quelques économistes serviles. Ces choix doivent au contraire être l'objet de délibérations collectives au niveau pertinent, associant toutes les parties prenantes, en recherchant toujours l'échelon le plus approprié à l'exercice des solidarités et à l'efficacité des péréquations, du quartier à l'Europe et au monde, sans oublier la Nation.

Parallèlement, chacune et chacun doivent être en mesure d'exercer activement leur pouvoir citoyen (s'informer / s'impliquer / intervenir), d'où le rôle central de l'éducation populaire.

Viser la dictature des marchés, les transactions spéculatives et les paradis fiscaux était une manière de dénoncer les dysfonctionnements de l'économie financiarisée et d'y mettre un « grain de sable ». Mais le but était surtout la réappropriation démocratique d'un monde abandonné à l'économisme et au profit. L'objet d'Attac (article 1 des statuts) et la plate-forme du mouvement international Attac (11 et 12 décembre 1998) sont très clairs sur ce point.

La révolte de la « génération 68 » contre le vieux monde poussiéreux et les disciplines exercées sur les corps par le « biopouvoir », contre la société de consommation, contre les guerres - en particulier coloniales (Algérie, Vietnam, Prague) - et contre les impérialismes, était évidemment nécessaire et salutaire. Mais elle prit trop souvent la forme d'une haine indistincte de l'État, faisant d'un individualisme émancipateur par certains aspects, le destructeur des solidarités, et oubliant qu'«entre le fort et le faible, entre le riche et le pauvre, entre le maître et le serviteur, c'est la liberté qui opprime et la loi qui affranchit» (Henri Lacordaire).

Son erreur est d'avoir en quelque sorte jeté le bébé avec l'eau du bain, ouvrant un boulevard au libéralisme que nous combattons aujourd'hui.

Ce texte n'engage que son auteur, il n'engage pas Attac ni le réseau Avenir d'Attac,... et encore moins La Lettre de Thema.